

Les radios de lutte

Jean-Claude Laroze

S'il paraît difficile de dater le moment où apparaît le vocable de propagande dans l'histoire, il est néanmoins une constante : la volonté des êtres humains sous la forme de groupe, de société à vouloir faire partager au plus grand nombre des idées, de proposer de les mettre en oeuvre pour transformer l'humanité. Déjà les formes, les moyens d'expression utilisés étaient variés, prise de parole dans des forums, les fêtes, le théâtre, la littérature. Cela fut vrai dans la Grèce antique, plus tard avec l'empire romain. Il semble qu'en occident, il est une période où la propagande est pratiquement inexistante, notamment lors de l'implantation des royaumes germaniques carolingiens, mérovingiens, la force prenant le pas sur les arguments ! Peut être l'explication réside-t-elle dans le caractère instable de la société féodale, sans doute aussi dans la faiblesse intellectuelle des « dirigeants de l'époque ».

De la propagande à la « bataille des idées » (1975 -1981)

Cette courte observation peut mettre en évidence la nécessité de conjuguer diffusion des idées et travail d'éducation et de formation des peuples et des dirigeants. Ce fut là une constante dans les efforts du secteur plus largement dans l'histoire de la CGT.

Éduquer, former pour rendre compréhensible pour le plus grand nombre de message de la CGT.

Dans la période allant de 1975 à 1981, le secteur a recherché les moyens les mieux adaptés pour passer d'une activité du type « agit prop », axée sur la production de matériel, à une activité maîtrisant et utilisant les techniques les plus modernes avec la volonté affirmée d'inscrire l'activité propagande dans un concept plus large, plus fondamental la bataille des idées et ce à tous les niveaux d'organisation de la CGT.

Sans l'impulsion de Charles Ravaut décédé, puis de Raymond Barberis un effort conséquent de formation de dirigeants d'organisation a permis à l'activité de propagande de franchir un pas qualitatif important dans l'expression de masse des organisations CGT mais aussi des secteurs confédéraux.

Au fil des congrès, en particulier au 40e, les documents ont affirmé l'exigence pour toute la CGT, de consentir un effort conséquent pour faire de la bataille des idées, une activité de masse de toute la CGT en prenant appui sur les techniques les plus modernes, sur la presse confédérale en particulier *La Vie Ouvrière*.

L'idée forte étant que c'est à partir des informations, des idées qui lui parviennent qu'un salarié, une salariée se forge sa propre opinion, laquelle le conduira à son engagement dans l'action, à se syndiquer à la CGT avec la connaissance des enjeux, des propositions et solutions de la CGT. D'expérience, nous savions que rien n'était facile, que la voie que nous proposons était souvent ardue. Nous avons marqué des avancées, connu des tâtonnements, des reculs. La CGT n'a jamais prétendu avoir le monopole des idées, ses propositions et solutions reposent sur l'expérience, le syndicalisme de classe et de masse s'efforçant de rompre avec les dogmes, les analyses trop généralistes. Comme organisation syndicale de classe et de masse, nous nous sommes attachés à donner un

contenu concret à ces principes, en cela la CGT est une composante, et pas des moindres, du mouvement révolutionnaire de notre pays. C'est par l'action quotidienne, sur des objectifs crédibles que se développent des luttes, que se forment les aspirations à des changements plus fondamentaux de la société. Nous n'avons jamais considéré comme définitif le faible taux de syndicalisation dans notre pays, c'est là une trop lourde hypothèque pesant sur le développement des luttes.

Quelle politique de la CGT face aux médias dans un contexte économique, social et politique dégradé ?

Dans une société où les moyens d'information au service du pouvoir politique, économique sont sophistiqués et efficaces, radio, télévision, multitudes de titres de magazines, il nous était impératif de nous mettre en situation, non pas de les concurrencer (nos ressources financières étant sans commune mesure avec les leurs) mais bien d'occuper le créneau syndical en utilisant mieux nos potentialités humaines, nos capacités à innover.

Sans renoncer aux moyens traditionnels d'expression des organisations de la CGT, nous nous sommes attachés à créer les conditions nous permettant d'investir des champs nouveaux pour nous, en matière de communication, de diffusion de masse. Nous avons élargi le champ de nos coopérations avec les professionnels, des techniciens, avec des organismes ayant une expérience telle la CCAS. La Confédération, les organisations ont pour ce faire consenti des efforts importants en terme de militants chargés de ces fonctions, en moyens financiers.

Les évolutions ne furent pas spontanées, il nous a fallu surmonter nos propres pesanteurs, dans un contexte compliqué au plan des diverses sensibilités, la sectorisation de l'activité de la Confédération n'a pas permis de concrétiser certaines évolutions, sur lesquelles nous avons réfléchi en matière d'éducation, de formation, en matière de réflexions sur les nouvelles communications par satellite, l'arrivée de technologies nouvelles. Les difficultés en matière de publication plaidaient pour une évolution dans la mise en commun de moyens sans renoncer pour autant au rôle spécifique de chacune d'elle.

Peut-être cette rationalisation aurait-elle permis de maintenir la publication d'*Antoinette*, la notion d'un pool des publications semble avoir posé question en terme d'équilibre de responsabilités au sein de la direction confédérale. Sans vouloir peser sur des discussions, des réflexions en cours, la question de la presse confédérale n'est-elle pas toujours d'actualité, le besoin d'appuyer l'activité syndicale de masse, sur une presse moderne attractive, sur les besoins spécifiques des directions syndicales, des militants en matière de mise en commun d'analyses et ce dans une publication adaptée à ce besoin interne de cohésion.

Pour mesurer les évolutions réalisées, nécessaires, il ne faut jamais perdre de vue ce que fut cette période au plan politique, économique, social. Des pans entiers de notre industrie furent mis à mal, détruits, des milliers d'emplois supprimés, la protection sociale, les statuts furent attaqués, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de familles, une jeunesse privés de perspectives, de projets d'avenir.

Le tout sur fond de bataille idéologique visant à diviser, à discréditer, des entreprises menacées, qualifiées de « canards boiteux », les salariés du secteur public et nationalisé traités de « nantis ».

La mémoire sociale gardera le souvenir des luttes pour le textile, les industries du papier-carton, de la construction navale, pour la sauvegarde de Chaix, de Manufrance, etc.... Autant de mobilisations, de manifestations, d'occupations, nécessitant des prises de parole, des tracts, des affiches, des montages diapos, de vidéos... Le contexte fut riche d'initiatives, il fut aussi porteur de contradictions, la perspective au plan politique existant avec le programme commun fut remise en cause, la gauche perdit les élections de 1978. Ces événements ne furent pas sans conséquences dans les comportements de syndiqués, de militants. Par delà ces événements, nos responsabilités syndicales restaient entières, nos analyses, nos propositions et solutions restaient pertinentes, les efforts se devaient d'être plus conséquents.

C'est sur ce fond là de réalités politiques, économiques, sociales que se posent avec plus d'acuités, l'actualisation de nos projets en matière de télévision, de radios. L'idée première d'une radio et d'un studio mobile dans un fourgon fut affinée, nous avons retenu le principe de radios fixes.

Le concept de radios de lutte

Quelle devait être la nature de ces radios, quels objectifs allaient on leur assigner, pour dire quoi, quelle devait être leur place dans l'arsenal de moyens de propagande ?

Dans nos analyses, nous avons toujours défendu l'exigence d'un grand service public démocratique de l'information. Il importait donc de positionner notre choix, en rapport avec ce choix. Notre conception dès lors fut clairement exprimée, l'apport des radios devait être un moyen d'expression supplémentaire mis au service des organisations de la CGT pour porter plus en avant la bataille des idées. Elles seraient des radios de lutte, elles seraient installées dans des lieux connus de tous et annoncés, placées sous la protection des syndiqués, plus largement des travailleurs en lutte. Nous avons revendiqué haut ce concept original de radios de lutte, au grand jour.

En coopération avec le « Secteur luttes » dirigé par Henri Krasucki, nous décidâmes des

lieux à investir en premier. Nous l'avons fait en fonction des enjeux industriels, des niveaux de mobilisation existants, le choix de la Lorraine et du Nord s'imposa en accord avec les organisations : fédérations, régions et unions départementales. Après différents contacts, deux municipalités communistes acceptèrent de nous accueillir, en toute connaissance du contenu de notre projet et des risques en matière de droits. Les maires de Longwy et d'Auby mirent à notre disposition des locaux et nous apportèrent leur concours sans aucune réserve.

Plus tard, avec la multiplication des émetteurs, les situations furent différentes notamment en matière d'hébergement, le principe restant toujours le même. Sur le fond, la mise en oeuvre des radios ne devait en rien amoindrir aussi peu que ce soit l'activité syndicale sur les lieux de travail, dans les localités, elles devaient être un moyen supplémentaire pour diffuser les solutions et positions de la CGT, les revendications des travailleurs en lutte avec leurs syndicats CGT.

La mise en place des radios de lutte sur tout le territoire en 1979

Le 17 mars 1979, la première radio à émettre fut Lorraine coeur d'acier. Le 7 novembre 1979 Radio Quinquin émettait à son tour, ainsi que d'autres émetteurs à Marseille, Toulouse, en Normandie, à Nantes, en Picardie...

Le 7 novembre 1979, Georges Séguy, le secrétaire général de la CGT tenait une conférence de presse avec les membres du Bureau confédéral, il annonçait avec force « *Depuis ce matin, six radios de lutte mise en place avec les organisations CGT s'adressent aux travailleurs...* ». Ce que ne sauront jamais les journalistes présents, c'est qu'au dessus de leur tête, sur le palier du 209 rue Lafayette, nous avions installé un studio et un émetteur prêt à entrer en action si la situation l'exigeait.

Ce démarrage des radios de lutte, à ce niveau politique, en nombre, constitua un événement considérable. Nous assumions collectivement, comme direction confédérale toutes les responsabilités, y compris en matière juridique, nous revendiquions, (nous l'avons fait devant les tribunaux), la légitime défense face à une agression sans précédent du pouvoir contre le monde du travail, contre le patrimoine industriel et culturel de notre pays.

Si nous voulions des radios de lutte comme apports à l'activité syndicale et revendicative, nous avions la volonté de contribuer à la mobilisation la plus large des populations pour défendre l'avenir de leur région, aux côtés des salariés concernés directement, cette communauté d'intérêt devant être un levier pour renforcer le rapport de force en faveur de solutions économiques, sociales, en terme d'emplois dans les localités, les régions.

Réflexions et bilan d'une expérience très diversifiée

Nous savons que le monde du travail, les syndiqués, le corps militant ne sont pas des ensembles monolithiques, mais représentatifs des courants de pensée existant dans notre pays. Nous avons fait appel à des camarades, qui pour certains d'entre eux, dans le cadre d'engagement par ailleurs, avaient travaillé à la réalisation de radios pour des municipalités. L'apport de techniciens a permis à des militants de maîtriser les problèmes les plus courants du matériel.

Cette réalité a pu expliquer que quelques militants aient « fantasmé » quant aux raisons de la mise en place des radios de lutte, ou aient été tentés de forcer le trait en faveur de leur sympathie personnelle. Mais cela ne fut que des épiphénomènes. Hors, la CGT il y eut quelques initiatives ou attitudes qui ont justifié des mises au point sévères de notre part.

L'occasion nous fut d'abord donnée lorsqu'un dirigeant du PCF, accompagné d'un journaliste de LCA, tint une conférence de presse pour expliquer le sens des radios de lutte. Son soutien nous aurait suffi. Plus lourdes de conséquences furent les propos d'un dirigeant du PS sur TF1 qui déclarait parlant des radios de lutte CGT « *Il est urgent de mettre un terme à cette anarchie* » déclaration qui nous fut rappelée à plusieurs reprises, dans le cadre d'enquêtes de police ou de convocations par la justice.

Nous n'avons pas à regretter cette expérience des radios de lutte, nous avons beaucoup appris au plan de l'activité syndicale. Notre regard se porte au-delà d'une seule radio, la diversité des cas, des lieux, des régions ont été autant d'éléments pour alimenter la réflexion des organisations de la CGT.

Si elles ont occupé une place nouvelle dans notre bataille des idées, une avancée dans la maîtrise de l'outil spécifique, un large mouvement d'adhésion à ce concept chez les militants, les syndiqués, et au-delà, chez de nombreux salariés, qui entendaient découvrir la CGT autrement qu'au travers des caricatures habituelles véhiculées par les médias, en cela nous étions de plain pied dans le prolongement du 40e Congrès.

Que vaudrait un bilan, si nous perdions un sens critique sur notre propre activité, sur nos défauts, nos insuffisances. Dans un contexte compliqué, nous avons sans doute sous-estimé les risques de créer des illusions chez certains militants ou syndiqués. Le niveau de leur implication a été parfois un substitut à certaines désillusions, déceptions, au manque de lisibilité de perspectives en terme de changement politique.

Nous avons appris, parfois à notre détriment, qu'un média même le plus moderne ou sophistiqué ne pouvait remplacer l'activité syndicale au quotidien dans l'entreprise.

Quelques réponses circonstanciées

Sans doute avons-nous laissé se développer au démarrage de LCA la conception d'une radio ouverte à tous, traitant de tous les problèmes de société. Les débats certes riches sur l'avortement, l'école, la culture, la littérature, autant de sujets que nous traitons dans nos documents de congrès, dans l'activité permanente de nos organisations, dans les comités d'entreprise ont souvent détourné les esprits quant aux enjeux en matière de politique industrielle, d'emploi, dans le bassin de Longwy. Le constat que nous avons dû faire avec les secteurs d'activité, montre que des militants, des dirigeants syndicaux, s'éloignaient de cette activité syndicale de terrain, au profit d'une implication autour de LCA.

Sans doute avons-nous laissé se développer au démarrage cette conception, certes riche, d'une radio généraliste, traitant de tous les problèmes de société. Mais souvent, en dernier ressort, les positions de la CGT sur tel ou tel sujet furent absentes. Pouvions-nous intervenir plus tôt pour revenir à notre conception de départ ? Nous en avons beaucoup discuté avec Henri Krasucki (en charge du secteur des luttes revendicatives). La question fut abordée lors d'une CE confédérale. Il nous est apparu alors qu'il aurait sans doute été préjudiciable au développement du processus de mobilisation, d'ouvrir un autre débat sur le contenu de la radio.

Les radios de lutte de la CGT furent à l'origine de la publication de nombreux articles. Des thèses universitaires ont été soutenues, le plus souvent traitant seulement de LCA. Un film lui a été consacré (sans qu'à aucun moment nous ayons été associés à la réflexion, à la réalisation).

Parmi ces auteurs, il en fut qui feignirent de verser une larme sur LCA, ce sont souvent les mêmes qui caricaturaient notre initiative au départ, ils n'avaient pas de propos assez violents ou déplaisant à notre égard. Nous volions au secours du PCF. Chacun est libre de ne pas apprécier la CGT, d'être en désaccord avec ses initiatives, n'y a-t-il pas un seuil au-delà duquel, il ne s'agit plus de débat ouvert, mais de malveillance.

Comme responsable confédéral, les camarades souvent nommés dans ces articles, ne m'ont jamais sollicité pour une discussion, un échange y compris contradictoire. Pour quelques un d'entre-eux, ils ont reporté sur la direction de la CGT, sur les responsables du secteur, leurs états d'âme (quant à leur engagement par ailleurs) ?

La vérité est plus simple, en charge d'une activité dont nous constatons qu'elle se développait en mobilisant des énergies au détriment de l'activité syndicale, il nous appartenait d'apporter les correctifs indispensables. Quant aux spéculations, quant aux moyens financiers provenant des « Amis de LCA » c'est faire peu de cas du niveau des moyens nécessaires pour faire vivre une radio de lutte, qui plus est quand les organisations de la CGT assumaient la charge de plusieurs émetteurs répartis dans les régions.

Nous n'avons jamais publiquement jeté l'anathème sur quiconque, ni porté jugement sur le professionnalisme des journalistes. Nous avons gardé notre considération pour chacun. Notre estime à ceux qui se sont engagés à nos côtés, n'a jamais été ni comptée, ni remise en cause. Il nous est toujours pénible de voir des militants dont l'honnêteté, la sincérité ne sauraient être contestés se réfugier dans une attitude stérile. Si nous ne contestons à personne le droit de nous critiquer, de ne pas être d'accord avec la CGT, pour ce qui relève du contenu de nos publications, de nos radios, ismais dans nos publications, sur les aides de nos radios, il appartient en dernier ressort aux syndiqués de la CGT de décider dans les congrès, les assemblées générales, des orientations de la CGT.

Toute analyse critique ne peut pas se faire au détriment des milliers d'hommes, de femmes décidant de leur lutte au grand jour. Nous ne sous estimons pas les soutiens, nous nous félicitons d'avoir trouvé à nos côtés, des responsables politiques d'horizons différents, des élus, des responsables associatifs, religieux, qui ont défendu nos radios en tant qu'outils au service de la lutte des travailleurs. Cela fut vrai partout à Auby, à Nancy, en Picardie, en Haute-Marne autour du Tribunal de Chaumont, à Amiens pour accompagner Aldebert Valette, maire d'Auby au tribunal. Ils ont été mobilisés avec nous partout où fut contesté le droit à la vérité. La mobilisation de ces milliers de travailleurs, de responsables, elle aussi, mérite d'être soulignée et respectée. Combien étaient-ils nos détracteurs aux côtés de la population d'Auby, des travailleurs du Nord-Pas-de-Calais, face aux forces de l'ordre venues avec des grues pour déposer l'antenne de Radio Quinquin ? Ils ont été des milliers à avoir dans leur lutte entonné *Le chiffon rouge* dans les manifestations, les rassemblements, avec les radios de lutte. Il est légitime aussi dans un bilan de les saluer en toute simplicité.

Aujourd'hui, est une autre époque, mais la crise est toute aussi violente pour les salariés, pour les plus démunis, pour la jeunesse de France, les exigences en matière de Bataille des idées, ne sont pas moins actuelles qu'il y a maintenant trente ans.

Nous avons pris notre place dans la longue histoire des hommes luttant pour une société plus juste, plus solidaire.